



# 14 novembre 2011 #103 La CPI semaine après semaine



## Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui ainsi que le suspect Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges contre Callixte Mbarushimana s'est tenue du 16 au 21 septembre 2011. La décision sur la confirmation des charges n'a pas encore été rendue.

## Le Procureur de la CPI : Nous suivons de très près la situation en République démocratique du Congo

Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la CPI, rappelle qu'il suit avec une extrême vigilance le déroulement du processus électoral en République Démocratique du Congo, où des enquêtes sont en cours depuis juin 2003.

« Le recours à la violence ne saurait être toléré » a-t-il dit. « Mon Bureau recense et examine minutieusement les informations convergentes sur des violences tant verbales que physiques auxquelles donnerait lieu la campagne électorale en vue des élections présidentielle et législative du 28 novembre prochain ».

Le Procureur appelle toutes les parties au processus électoral à ne pas céder à la tentation de la violence et rappelle que la CPI a compétence pour enquêter et poursuivre les auteurs de crimes graves commis sur le territoire de la République démocratique du Congo ou par des ressortissants congolais depuis le 1er juillet 2002.

« Nous veillons à ce que le processus ne soit pas l'occasion de violences ou d'attaques contre les populations civiles. Nous sommes particulièrement attentifs aux informations faisant état d'appels à la haine et à l'exclusion et de violences physiques de la part des différents acteurs politiques à Kinshasa et dans le pays tout entier. », a-t-il affirmé depuis La Haye. « La violence électorale peut aboutir à la commission de crimes relevant de notre compétence. Que nul ne doute de notre détermination à prévenir et, le cas échéant, à poursuivre de tels crimes comme nous le faisons au Kenya ou en Côte d'Ivoire ».

« Comme l'a rappelé le Ministre congolais de la justice mercredi, M. Luzolo Bambi Lessa », a-t-il ajouté, « mon Bureau est à même de documenter tout crime de sa compétence et mettra en œuvre tous les moyens nécessaires, en coordination avec les autorités judiciaires nationales, pour enquêter sur ces actes ».

Le Procureur saisit cette occasion pour rappeler que les personnes qui auraient commis des crimes graves, tel Bosco Ntaganda qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour, doivent être arrêtées et jugées.

« Le processus électoral ne saurait renforcer le sentiment d'impunité de ceux qui seraient responsables de tels crimes mais au contraire doit faire progresser l'état de droit et la lutte contre l'impunité ».

Source : Bureau du Procureur

Décisions adoptées entre le 7 et le 11 novembre 2011

### Affaire Lubanga Dyilo

#### **Scheduling order for a status conference on the translation of the judgment**

Rendue par la Chambre de première instance I, le 8 novembre 2011

### Affaire Mbarushimana

#### **Decision on the “Prosecution’s Application to File Additional Authority”**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 8 novembre 2011

### Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de quatre affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* (“Ahmad Harun”) et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* (“Ali Kushayb”) ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* ; et *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus*. Quatre mandats d’arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l’encontre de MM. Harun, Kushayb et Al Bashir. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Après l’audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. M. Abu Garda n’est pas détenu par la CPI. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire I le 17 juin 2010 ; l’audience de confirmation des charges s’est tenue le 8 décembre 2010. Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l’unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre à l’encontre d’Abdallah Banda et Saleh Jerbo. Le 16 mars 2011, la Présidence de la CPI a constitué la Chambre de première instance IV et lui a renvoyé cette affaire.

Décisions adoptées entre le 7 et le 11 novembre 2011

### Affaire Banda et Jerbo

#### **Scheduling Order for the judgment on the appeal of the Prosecutor against the decision of Trial Chamber IV entitled “Decision on the Prosecution’s Request to Invalidate the Appointment of Counsel to the Defence”**

Rendue par la Chambre d’appel, le 9 novembre 2011

#### **Judgment on the appeal of the Prosecutor against the decision of Trial Chamber IV of 30 June 2011 entitled “Decision on the Prosecution’s Request to Invalidate the Appointment of Counsel to the Defence”**

Rendue par la Chambre d’appel, le 11 novembre 2011

### Situation en République du Kenya

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* sur la situation au Kenya, Etat partie depuis 2005. Suite à la délivrance de citations à comparaître le 8 mars 2011, six citoyens kenyans ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire II les 7 et 8 avril 2011. L’audience de confirmation des charges dans l’affaire *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang* s’est tenue du 1<sup>er</sup> au 9 septembre 2011. L’audience de confirmation des charges dans l’affaire *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali* s’est tenue du 21 septembre au 5 octobre 2011. Les décisions sur les confirmations des charges n’ont pas encore été rendues.

Décisions adoptées entre le 7 et le 11 novembre 2011

### Affaire Muthaura, Kenyatta et Ali

#### **Scheduling Order for the judgment on the appeal of the Prosecutor against the decision of Pre-Trial Chamber II dated 20 July 2011 entitled “Decision with Respect to the Question of Invalidating the Appointment of Counsel to the Defence”**

Rendue par la Chambre d’appel, le 8 novembre 2011

#### **Judgment on the appeal of the Prosecutor against the decision of Pre-Trial Chamber II dated 20 July 2011 entitled “Decision with Respect to the Question of Invalidating the Appointment of Counsel to the Defence”**

Rendue par la Chambre d’appel, le 10 novembre 2011

#### **Liens utiles**

Les **procédures** se déroulant dans la salle d’audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube** | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

### Evénements

#### La CPI accueille les Philippines en tant que nouvel Etat partie



Le Président de la CPI, M. le juge Sang-Hyun Song, remet un exemplaire spécial du Statut de Rome à l'Ambassadeur des Philippines, S.E. Mme Lourdes G. Morales, lors d'une cérémonie tenue au siège de la Cour en présence du Vice-Président de l'Assemblée des Etats parties, S.E. Jorge Lomónaco © ICC-CPI

Le 8 novembre 2011, la Cour pénale internationale (CPI) a accueilli les Philippines en tant que nouvel Etat partie, au cours d'une cérémonie tenue au siège de la Cour à La Haye. Les Philippines sont le 117ème Etat partie au Statut de Rome et le second appartenant à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est à ratifier le traité international. Le Statut de Rome y est entré en vigueur au 1er novembre 2011.

Par un geste symbolique, le Président de la Cour, le juge Sang-Hyun Song, a remis un exemplaire spécial du Statut de Rome à l'Ambassadeur des Philippines, S.E. Mme Lourdes G. Morales.

Rappelant que Manila fut la première escale de son voyage officiel en mars dernier en Asie du Sud-est afin de sensibiliser la région au travail de la CPI et de faciliter les discussions sur la ratification du Statut de Rome, le Président de la CPI a fait part de son enchantement à l'idée d'accueillir les Philippines dans la famille de la CPI. « J'espère sincèrement que la décision historique prise par les Philippines encouragera d'autres nations d'Asie du Sud-Est à suivre l'exemple de votre pays », a-t-il dit.

S.E. Jorge Lomónaco, Vice-Président de l'Assemblée des Etats parties et Ambassadeur du Mexique, déclara qu'en ratifiant le Statut de Rome, la République des Philippines « a confirmé son ferme engagement à œuvrer pour la justice pénale internationale et de la protection des droits de l'Homme, ainsi que son soutien sans réserve aux efforts en faveur de la paix et de la sécurité entre les nations et à un système efficace de justice pénale internationale ».

En réponse, S.E. l'Ambassadeur Morales annonça : « Je voudrais exprimer la reconnaissance du Gouvernement des Philippines aux membres de la Cour ainsi qu'aux États parties pour leurs efforts inlassables et leur dévouement sans faille grâce auxquels la Cour est devenue ce qu'elle est aujourd'hui, une institution dynamique et en pleine expansion, qui bénéficie du soutien de 119 États parties, un nombre sans cesse croissant, et dont l'objectif est de mettre fin à l'impunité des auteurs des crimes les plus abominables ; une institution servant la justice avec efficacité et compétence, et attachée à défendre les droits et le bien-être des victimes ».

La cérémonie s'est déroulée en présence de l'Ambassadeur d'Estonie M. Tiina Intelmann, du Greffier, Mme Silvana Arbia et de plusieurs juges de la Cour.

Allocution du juge Sang-Hyun Song, Président de la CPI

Allocution de S.E. Jorge Lomónaco, Vice-Président de l'Assemblée des états parties et Ambassadeur du Mexique

Allocution de S.E. Lourdes G. Morales, Ambassadeur du des Philippines

Vidéo de l'événement sur : [YouTube](#)

### La CPI reçoit la visite de juges et du greffier par intérim de la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples



Visite de représentants de la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples. De gauche à droite : Les juges Elsie N. Thompson, Daniel David Ntanda Nsereko, Akua Kuenyehia, Sanji Mmasenono Monageng, Augustino Ramadhani, Sang-Hyun Song, Joyce Aluoch ainsi que Sylvain Oré, Dr Robert Eno Wundeh, le greffier par intérim, et le juge Duncan Tambala © ICC-CPI

Le 7 novembre 2011, cinq représentants de la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples ont été reçus au siège de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. La délégation était composée des juges Augustino Ramadhani, Duncan Tambala, Elsie N. Thompson et Sylvain Oré, ainsi que du greffier par intérim, Dr Robert Eno Wundeh. Le président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song, a accueilli les visiteurs et les a informés du fonctionnement judiciaire de la CPI et de ses activités actuelles, soulignant les similitudes et les différences entre les deux cours.

Durant leur visite, les membres de la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples ont également échangé avec quatre juges de la CPI venant du Groupe des États d'Afrique parties au Statut de Rome, les juges Akua Kuenyehia, Daniel David Ntanda Nsereko, Joyce Aluoch et Sanji Mmasenono Monageng. La délégation a enfin rencontré le procureur adjoint de la CPI, Mme Fatou Bensouda, ainsi que le greffier adjoint, M. Didier Preira.



## Calendrier

NOVEMBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
14 Le Président Song prononce le discours d'ouverture de la semaine 2011 Droit, Justice et développement à la Banque mondiale, Washington DC (USA)	15 Le Greffier de la CPI lance un appel aux avocats à Milan (Italie)	16 M. Henry Bellingham, membre du Parlement et sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et au Commonwealth (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), sera reçu à la CPI	17 M. Mathias, sous-secrétaire général aux affaires juridiques Nations Unies, sera reçu à la CPI	18 Le Greffe présente le rôle du Greffe et ses activités à la communauté légale d'Abidjan, Côte d'Ivoire	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				
DECEMBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.